

La COP26 et après ?

Par [Bruno Dalpra](#) Édition : [COP26 : face à l'urgence climatique, la fin du « blabla » ?](#) le 1 nov. 2021
[https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/011121/la-cop26-et-apres?utm_source=20211102&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtr=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211102&M_BT=2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/011121/la-cop26-et-apres?utm_source=20211102&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtr=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211102&M_BT=2156037219469)

La Conférence de Glasgow sur les changements climatiques vient de s'ouvrir. Organisée par les Nations unies du 1er au 12 novembre dans la ville d'Écosse, la COP 26 ouvre une fenêtre médiatique d'espoirs qui n'en est pas tant le discours de nos dirigeants, à l'image d'Emmanuel Macron, sonne faux au regard des réalités du terrain.

Que reste-t-il de la prometteuse COP 21 de Paris... de 2015 ?!! Des paroles, des promesses et sinon ?

Nous voilà arrivés à la COP 26 ! Cela fait six ans que l'accord de Paris a été négocié et les émissions sont aujourd'hui plus élevées que jamais. L'urgence climatique et sociale se fait encore plus présente, car oui, l'urgence sociale est indissociable de la crise écologique pour la simple raison que les changements climatiques affectent d'abord les populations les plus pauvres et vulnérables.

Ce que l'on voyait comme une situation hypothétique il y a encore 10 ou 15 ans, à évoquer 2050 voire 2100, se perçoit déjà maintenant. En France, même si l'été 2021 n'a pas été exceptionnel au niveau de la météo, le déficit de pluviométrie sur l'année, n'est pas bon. Après deux années de sécheresse extrême touchant des régions comme l'Alsace, habituellement plus épargnée comparativement aux régions du sud. 2019 et 2020 ont été des périodes avec une pluviométrie moins conséquente entraînant une sécheresse longue comme en 2020 où l'alerte sécheresse a été déclenchée dans certains départements français dès mars 2020 avec des températures estivales caniculaires, battantes des records. En Alsace, le département du Bas-Rhin a été mis en alerte dès avril, pour être levée en octobre avec une reconnaissance de catastrophe naturelle pour 39 communes, reconnue au printemps 2021 – [France 3 Alsace du 5 mai 2021](#).

« LE CHANGEMENT CLIMATIQUE SE CONJUGUE AU PRESENT. PAS UN JOUR NE PASSE SANS QUE NOUS N'EN EPROUVIONS LA DURE REALITE »

Cet été, le changement climatique s'est rappelé à nous partout dans le monde et avec des situations parfois dramatiques. Le changement climatique se conjugue au présent. Pas un jour ne passe sans que nous n'en éprouvions pas la dure réalité⁽¹⁾ : “54,4°C aux États-Unis, 49,6°C au Canada, 47°C au Maroc, surchauffe en Sibérie, canicule à New Delhi, feux de forêts en Californie et désormais, le tout en moins de trois semaines, des inondations destructrices en Allemagne, Belgique et Autriche. Des villes et villages sont peu ou prou rayés de la carte, des centaines, peut-être des milliers de personnes ont perdu la vie en tout, des millions de personnes affectées, des écosystèmes détruits ou transformés à jamais, sans même parler des dizaines ou centaines de milliards d'euros de dégâts ni de tout ce qui ne peut être réduit à de la menue monnaie”, détaille Basta dans [La procrastination des gouvernements est un crime](#).

Le dernier épisode venteux sur la France, la « [tempête Aurore](#) », dans la nuit du 21 au 22 octobre, va se répéter, nous disent les spécialistes. Et ils nous le rappellent depuis quelque temps déjà, à la différence qu'aujourd'hui, les prédictions se conjuguent au présent. Ça coute énormément d'argent à la société et ça va encore se reproduire parce que rien ou presque n'a été mis en œuvre pour ralentir le réchauffement climatique. À cela, s'ajoute l'épuisement des ressources naturelles. Faute de mesures fortes visibles sur le terrain, nous voilà au cœur d'un processus que nous aurions pu éviter ou du moins, ralentir.

QUI DIRIGE LE MONDE ?

A chaque sommet on se dit que c'est celui de la dernière chance. Mais nous allons le dire jusqu'à quand ? Les mots vides et les promesses ne nous sortiront pas de cette crise. Une véritable politique écologiste et sociale le fera. Cela implique du courage et une cohésion entre les pays de notre planète, renforcé par une pression populaire nécessaire au changement. Notre ennemie : le monde du CAC40 dans lequel des multinationales font la pluie et le beau temps. Au-delà des frontières et des nations dite « souveraine », ce sont eux qui détiennent les clés du monde. Il faut oser le dire !

Le double jeu de la France sur le climat à vouloir faire passer le nucléaire pour une énergie « verte », EDF, de son côté, a déjà sauté le pas en vantant produire une énergie à 97 % sans CO2 dans un message publicitaire. Mais quand tu sais que la part du nucléaire dans la production d'électricité, est autour de 70 %, tu comprends vite l'entourloupe à vouloir se présenter comme une entreprise écoresponsable et non polluuse, alors que la réalité est nettement moins verte que ce que prétend la pub...

Ces grandes entreprises le savent très bien. Aujourd'hui, elles sentent le vent tourner et veulent se présenter à l'opinion publique comme écologiquement responsables, engagé plus que jamais sur la question climatique. Seulement entre le discours et la vérité, le calcul économique est le maître mot et non le climat. Dans les faits, tout est organisé pour montrer une façade "verte", alors que derrière celle-ci ces entreprises mènent une guerre contre tous ceux et celles novateurs/trices en matière environnementale, écoresponsable bon pour la planète et le vivant, dans l'objectif unique de garantir un profit substantiel à leurs actionnaires. Ainsi, d'une part, elles ont tué les petits concurrents, notamment dans le photovoltaïque, pour garder sous contrôle le marché de l'énergie. D'autre part, à contresens de la crise économique que la covid a accélérée, elles continuent à fabriquer des dividendes qu'elles reversent à leurs dirigeants et actionnaires. Pire, en France, elles reçoivent des aides publiques sans contrepartie et profitent d'un système économique-politique perméable pour aller planquer de l'argent grâce à l'évasion fiscale (affaire des Pandora Papers).

À l'arrivée, alors qu'il faut mettre en place une vraie politique écologique pour respecter les accords de Paris de 2015, on peut naturellement se poser la question de : qui dirige le monde puisque six ans après ces accords historiques, aucun pays dans le monde peut se vanter d'avoir mis une politique concrète pour limiter la hausse des températures.

QUEL(S) ESPOIR(S) ?

Et nous dans tout ça ? Quel espoir avons-nous, face à l'urgence climatique et sociale ? Vous voulez vraiment la réponse ? Une chose est certaine, nous devons continuer le combat au travers de nos différentes luttes et surtout trouver le levier qui nous fasse converger. Des tentatives ont été menées ces dernières années : les indignés en 2010/2011, la convergence autour de différentes luttes environnementales à partir de 2011 (en France ça s'est fait autour de la bataille emblématique contre l'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes) et plus récemment, celle des gilets jaunes et le mouvement pour le climat. Le problème : « ne nous regardez pas, rejoignez-nous », scandent les manifestants pour le climat. Quel levier avons-nous pour faire entendre à nos dirigeants que nous ne les croyons plus ? Comment les obliger à enlever la « merde » qu'ils ont dans les oreilles et yeux ?

« Trahison ! » – voilà comment la jeunesse mondiale décrit l'échec des gouvernements à limiter les émissions carbonées, [introduit une nouvelle pétition](#) cosignée par Greta de Suède, Vanessa d'Ouganda, Dominika de Pologne, et Mitzi des Philippines... car oui, il y a une défiance, notamment chez nos jeunes qui d'un côté, s'engagent pour un monde différent de ce que les multinationales veulent nous contenir, mais de l'autre, ils continuent de consommer, en se disant même « [terrifiés](#) » de l'avenir vers lequel nous allons, en dénonçant à juste titre, « [l'inaction de nos gouvernants](#) ».

Et c'est valable aussi pour nous, nous les parents souvent empêtrés dans une vie orchestrée par un système qui cherche à nous maintenir la tête sous l'eau : facture énergétique, dépendance aux numériques, à la bouffe facile... changer demande un courage qu'il n'est pas toujours évident à mener. Mais doit-on se chercher des excuses ?

En attendant, « quel espoir... avons-nous ? », pour revenir à la question.

Le constat n'est pas joli, joli. Le désespoir guète. Pourtant, l'espoir demeure. Nous (les citoyens et citoyennes) devons persévérer et poursuivre la bataille pour la justice climatique et sociale.

**EN FRANCE, STOP AUX BLABLA D'EMMANUEL MACRON
POUR LA PLANETE, NOUS NE VOULONS PLUS DE MOTS VIDES DE SENS !**

La Conférence de Glasgow qui débute ce 1^{er} novembre 2021, a été précédée d'un G20 en Italie où les discours à la veille de la COP 26 sont restés des plus inquiétants sur la prise de conscience de nos dirigeants planétaires plus enclins à paraître joli sur les photos officielles, que d'avoir un discours convainquant. En coulisses, ne vous y trompez pas, l'influence des lobbys ne fait aucun doute et c'est en ça qu'est l'inaction climatique.

Une fois encore, le président de la République Française, Emmanuel Macron, a voulu jouer son bon rôle de porte-parole d'une Europe pleinement engagé à mettre en œuvre une politique pour limiter le réchauffement climatique. Seulement, le « héros » ne fait plus rêver. Il peut avoir les faveurs de ses homologues chefs d'État, mais pour les activistes et militants pour le climat, plus personne n'est dupe. Son numéro de donneur de leçons, appelant les autres pays à prendre leurs responsabilités en devient pathétique.

Faut-il lui rappeler que :

- l'État français a été [condamné](#) pour son « inaction climatique » puis, [de le réparer](#) ;
- sa trahison des espoirs nés de la Convention citoyenne pour le climat où à l'arrivée, début juillet 2021, l'Etat a accouché d'une loi [reprenant à peine 10 % des propositions](#) ;
- localement, en Alsace, à titre d'exemple, nous touchons des yeux et bientôt des oreilles, la "formidable" politique environnementale du gouvernement qui a imposé le projet climaticide du contournement Ouest de Strasbourg (GCO) en 2018, [contre toute logique environnementale](#).

Que dire de l'Europe qui s'appête à voter une nouvelle PAC loin de servir l'écologie, pourtant nécessaire dans la bataille contre le réchauffement climatique. Que dire des orientations à venir sur les énergies de demain où l'on veut nous faire croire que le nucléaire est la solution pour réduire les émissions de CO₂.

© capture

Non, monsieur Emmanuel Macron vous ne pouvez pas vous présenter comme un sauveur du monde.

Les citoyens français, comme ceux du monde, attendent des dirigeants planétaires, des engagements concrets sur le terrain et non plus de mots vides de sens. Nous ne vous croyons plus et nous voulons des actes, un calendrier et l'assurance d'une vraie séparation entre le législateur et les lobbys au service des multinationales.

En Europe, nous avons besoin d'une France pionnière, réellement engagée pour la justice climatique et sociale... Ça tombe bien, en 2022 le renouvellement du fauteuil présidentiel est l'occasion donnée aux Français d'élire un président pleinement conscient des enjeux et prêt au combat climatique. Nous avons la chance d'avoir un pays fort, respecté et écouté sur l'échelle planétaire. Sachons faire les bons choix, car marcher pour le climat pour marcher, après trois ans, ça commence à user. La révolution climatique demande des actes...

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.